



Soutenir les femmes face aux violences dans les grandes plantations au Cameroun

Dans la région du littoral, au sud de la ville portuaire de Douala, s'étendent de petits villages vivant de l'agriculture. La vie des populations autochtones devient très difficile depuis que le gouvernement camerounais loue massivement des terres à des investisseurs étrangers. Ceux-ci y implantent d'immenses plantations de palmiers à huile qui ne laissent plus beaucoup de terres à disposition des habitant-e-s. Les femmes sont particulièrement touchées par ce développement, parce qu'elles n'ont pas autant d'influence que les hommes dans les décisions relatives à l'avenir de leurs terres, et parce que ce sont elles qui cultivent les produits alimentaires et qui nourrissent leurs familles.

C'est souvent le jour même où l'entreprise vient planter les premiers petits palmiers à huile qu'elles découvrent qu'elles n'ont plus le droit de cultiver leurs champs. En outre, comme elles ne sont pas autorisées à traverser les plantations, elles doivent faire de très longs détours pour se rendre dans les champs qui leur restent.

Pour les Camerounais-es, l'huile tirée de leurs propres palmiers représente un aliment de base important. Mais il est devenu dangereux de presser de l'huile dans les régions

où se trouvent les plantations, car lorsque les surveillants des entreprises découvrent des noix de palme chez une femme, ils l'accusent de les avoir volées.

Le RADD est un réseau d'acteurs et d'actrices du développement durable. C'est une organisation partenaire de *Pain pour le prochain*. Elle soutient des femmes vivant à proximité des plantations de palmiers à huile, les informe sur leurs droits et les sensibilise aux effets de la monoculture industrielle. Le réseau met en contact des femmes de plusieurs régions du Cameroun, il les encourage à se mobiliser et soutient leurs actions de protestation.

Le RADD est également en contact avec des associations d'autres pays, car plusieurs grandes entreprises possèdent des plantations non seulement au Cameroun, mais aussi ailleurs en Afrique. Grâce à une pétition dénonçant les violences exercées contre les femmes dans les plantations de palmiers à huile, le RADD a réussi à donner une visibilité nationale au problème.

Pain pour le prochain, PC 40-984-9, projet 835.8050



Soutenir les communautés autochtones menacées aux Philippines

La zone économique spéciale du Pacifique Aurora (APECO, pour Aurora Pacific Economic Zone) est un projet de développement régional lancé en 2007 par des représentant·e-s de milieux politiques et économiques influents. Le projet consiste à créer des entreprises industrielles, des complexes touristiques et des pêcheries gigantesques. Ses effets sur le développement durable de la région seraient désastreux. De plus, il ne correspond absolument pas aux besoins des habitant·e-s, comme le démontre l'histoire des trois enfants de Casiguran (présentés dans l'annexe liée à l'animation sur les droits de l'enfant). Cette zone industrielle bafouerait les droits humains fondamentaux, notamment le droit à l'alimentation. Les familles vivant de la paysannerie et de la pêche, comme celles de Marianne et de Prince Jacob, devraient quitter leurs foyers et la région où elles ont toujours vécu. Cette zone industrielle toucherait aussi les Agtas, une communauté autochtone à laquelle appartient Medina. En effet, les protagonistes de la zone économique spéciale peuvent expulser les Agtas de leurs terres, s'ils le décident. Or, cette mesure est parfaitement illégale, car sachant combien il est difficile pour les Agtas de trouver un lieu où vivre et se nourrir, la loi philippine garantit un droit à la terre aux populations indigènes. Beaucoup d'associations et d'institutions, dont l'Église catholique, luttent contre l'expulsion des habitant·e-s de Casiguran. Elles ont constitué un groupe de travail « Anti APECO » qui soutient la résistance justifiée de la population. Le travail au niveau politique est nécessaire dans la lutte

contre les intérêts des puissantes entreprises économiques, mais il faut aussi soutenir dans leur quotidien les familles qui vivent de la paysannerie et de la pêche. Leurs moyens de subsistance doivent être garantis dans la durée et ces familles doivent pouvoir disposer d'un revenu stable. En ce sens, *Action de Carême* favorise la culture biologique de légumes, aide les paysan·ne-s et les pêcheurs et pêcheuses à mieux vendre leurs produits. De plus, constatant les dégâts considérables provoqués par les nombreux typhons et autres phénomènes naturels qui ont frappé la région ces dernières années, *Action de Carême* encourage les familles à procéder aux adaptations imposées par les changements climatiques. Elle soutient les démarches politiques qui donnent une voix aux personnes défavorisées et contribue aussi à la mise sur pied de cours de formation portant sur l'agriculture et la pisciculture biologiques. C'est une action qui redonne confiance aux habitant·e-s de Casiguran et les aide à mener une vie sûre et digne. Le soutien apporté à ce projet par les enfants pourrait assurer un avenir à d'autres enfants, comme Marianne, Medina et Prince Jacob.

Action de Carême, Lausanne, CP 10-15955-7

Proposition

Vous pourriez aussi présenter la vie des trois enfants de Casiguran lors de la célébration destinée aux familles.